

Numéro d'enregistrement (à remplir par le service conseiller)

--	--	--	--

1. Première page

PETIT PROJET DE DÉVELOPPEMENT (subvention de moins d'un million couronnes danoises)

Titre du projet:		Rehabilitation de détenus dans la Prison Civile Agadez - Partie 2	
Organisme demandeur: Tekst		ARD (Dialogue, Recherche, Art) c / o Kenneth A. Balfelt, président Lidemarksvej 66 4632 Bjæverskov Téléphone cellulaire : +45 26 52 66 00 Email: kennethbalfelt@a-r-d.org	
Autre(s) partenaire(s) danois:			
Organisation(s) partenaire(s) local/locaux:		Pensée Sans Frontière c / o Mahamet Elhadji Aïr Meubles Agadez BP 257 Niger +227 96983238 Email: mahamatnakocho@yahoo.fr	
Pays:		Niger	RNB par habitant: 710 \$
Date de début du projet: 1 ^{er} Juin 2012 1.		Date de fin du projet: 1 ^{er} Décembre 2013	Nombre de mois: 18 mois
Nom: Kenneth A. Balfelt, président Emailadresse: kennethbalfelt@a-r-d.org			
Subvention demandée du fonds 500.000 couronnes danoises.		Dépense annuelle prévue : 333.000 couronnes danoises (somme totale divisée par le nombre d'années du projet)	
La demande est-elle soumise de nouveau (au fonds « Projektpuljen » ou au Ministère des Affaires Étrangères)? <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, date de la demande antérieure :			
S'agit-il de : <input type="checkbox"/> A. Un nouveau projet <input checked="" type="checkbox"/> B. Un projet qui est l'extension d'un projet qui a déjà reçu un soutien financier (du fonds « Projektpuljen » ou d'autres fonds) Le projet a déjà reçu un soutien financier par l'Association d'Amitié Danemark-Niger.			

Réhabilitation des Prisonniers de la Prison Civile d'Agadez

Résumé

Réhabilitation des Prisonniers de la Prison Civile d'Agadez Dans le prolongement du programme de réhabilitation déjà établi avec les formations de menuiserie, de mécanicien de MC et de tailleur, l'entraînement de football, l'enseignement de détenu à détenu, l'alphabétisation, etc., le projet doit être professionnalisé, se faire progressivement plus durable et la transition du prison à la société doit être repensée. Dans la première phase il s'est avéré difficile d'établir un programme de transition à Agadez, puisque les détenus viennent souvent d'autres régions du pays et y sont renvoyés après l'emprisonnement. Il s'est avéré extrêmement difficile de faire le projet partiellement auto-financé à travers de la vente de la production du prison en raison de graves problèmes économiques dans la région. Tout comme il s'est avéré impossible d'obtenir un financement du ministère de la Justice. En raison de la situation de la sécurité il nous a été impossible de voyager là-bas pour travailler pour le développement des capacités. Compte tenu de ces conditions, il a été développé une nouvelle stratégie et un effort dirigé vers un nouveau groupe cible. Mais le projet s'appuie sur une énorme succès avec une réduction significative du taux de rechute pour ceux qui participent à notre réhabilitation, c'est à dire combien de personnes qui rentrent de nouveau en prison après leur libération:

en 2006: 70,23% (avant que nous commençons)

en 2009: 52,46%

en 2010: 31,48%

en 2011: 15,76%"

C. PROJET

C.1 Le groupe cible et les participants

Dans cette étape du projet, le groupe cible pour lequel nous cherchons le financement, est un nouveau groupe de détenus. Il s'agit de personnes détenues à la Prison Civile d'Agadez, surtout celles particulièrement démunies, à savoir les hommes jeunes ou mineurs, pauvres, peu ou pas qualifiés et souvent illettrés. En plus, nous allons faire un effort pour les détenues femmes. La plupart des détenus sont des hommes âgés 20-35 ans, sans moyens, sans formation et sans illusions en ce qui concerne leurs possibilités futures de gagner leurs vies d'une façon honnête.

Nous allons inclure dans le projet environ 100 personnes par an, qui vont participer à un cours intensif de 3 à 6 mois. C'est donc pour le financement de l'enseignement de ces 100 détenus par an que nous recherchons le soutien.

La stratégie révisée pour ce nouveau groupe cible sera suivie d'une nouvelle stratégie de réinsertion après la mise en liberté, où les anciens détenus sont aidés à trouver un stage

d'apprentissage ou un travail dans leurs villes quand ils y retournent, et, pour ceux qui restent à Agadez, un travail depuis l'atelier de réinsertion de la PSF comme vendeurs dans la boutique.

C.2 Les objectifs du projet et les critères de réussite (indicateurs)

Objectif général à long terme :

Réduire la pauvreté, augmenter la sécurité dans la communauté locale et élever le niveau de vie des détenus par les moyens d'éducation et de réhabilitation.

Objectif spécifique du projet :

Pour le nouveau groupe cible de la Prison Civile d'Agadez, réduire le taux de récidive (nombre de personnes qui retournent à la prison après la mise en liberté) de 70 % à environ 20 % dans les 18 mois qui suivent (juin 2012-décembre 2013).

Objectifs partiels :

1. Les personnes qui ont participé à un cours intensif dans la prison, auront un emploi après la mise en liberté.
2. Le projet sera partiellement auto-suffisant du point de vue économique.
3. La PSF Niger sera consolidée et développée pour assurer le futur et la durabilité du projet.

Indicateurs (critères de réussite):

Concernant l'objectif partiel #1 :

Chaque année, 100 personnes détenues participeront à un cours intensif de 3 à 6 mois (200 toutes les 2 années), et 33 % des détenus qui ont participé à un cours seront en emploi un an après la mise en liberté.

Concernant l'objectif partiel #2 :

Un an après la terminaison du projet (c.-à-d. an 3), au moins 20 % des coûts de matériaux pour le projet seront couverts par les revenus propres du projet (vente etc.) et les autres 80 % seront couverts par des fonds recueillis.

Concernant l'objectif partiel #3 :

La PSF Niger sera consolidée et développée pour assurer le futur et la durabilité du projet.

* Cet objectif est très ambitieux et il est peu probable qu'il soit atteint, à moins qu'un effort extraordinaire dans le projet coïncide avec un progrès économique extraordinaire et une bonne volonté économique de la part de l'administration pénitentiaire et du Ministère de la Justice. Mais il est nécessaire de poursuivre cet objectif si le projet est à survivre à long terme, et il faut y fournir un gros effort!

C.3 Activités et résultats

Les activités suivantes sont prévues à aboutir aux résultats suivants :

Concernant l'objectif partiel # 1 :

Résultat 1.1 : Chaque année, 100 détenus ont appris un métier.

Activités:

1.1 Instruction d'environ 100 détenus par an dans un métier de l'artisanat. Le but est d'enseigner environ 50 détenus à la fois en les donnant une formation intensive et bien organisée de 3 à 6 mois dans des différents métiers donnant des bonnes possibilités d'emploi. En plus, nous allons donner à environ 120 détenus de brèves introductions à de différents métiers par une méthode d'enseignement où les détenus enseignent d'autres détenus.

1.1.1 Formation en couture (pour 15 détenus à la fois pendant 6 mois).

1.1.2 Formation en menuiserie (pour 15 détenus à la fois pendant 6 mois).

1.1.3 Formation en entretien mécanique de motocycles (nouveau – tous les taxis locaux sont des vélomoteurs) (pour 10 détenus à la fois pendant 6 mois).

1.1.4 Formation en alphabétisation (pour 10 détenus à la fois pendant 6 mois).

1.1.5 Brèves introductions à de différents métiers où les détenus enseignent d'autres détenus (20 détenus participeront à un cours de 1-2 mois par an).

1.1.6 Réalisation d'accords avec l'administration pénitentiaire concernant de bons repas nourrissants et aussi de la distribution de cette nourriture dans nos salles de classe.

Résultat 1.2: La santé mentale et physique des détenus est améliorée.

Activités:

1.2 Organisation des activités de réhabilitation.

1.2.1 Organisation des conversations spirituelles.

1.2.2 Organisation des interviews sur la santé.

1.2.3 Organisation de l'entraînement de football, ainsi que de volley-ball, de handball et de basket-ball.

1.2.3. Formation de l'entraîneur de football en leadership et en développement de programmes de sports, pour le rendre capable d'entraîner d'une façon plus ciblée la santé physique, les compétences interpersonnelles et l'estime de soi des détenus.

Résultat 1.3: Les détenus qui ont appris un métier dans la prison peuvent trouver un emploi après la mise en liberté.

Activités:

1.3: Création des possibilités de réinsertion professionnelle en donnant la possibilité à ceux mis en liberté de faire un stage d'apprentissage ou d'avoir un travail à l'essai.

1.3.1 Mettre en place un programme de réinsertion ciblé et individualisé pour tous ceux remis en liberté.

1.3.2 Continuer le fonctionnement et le développement de l'atelier de réinsertion, la boutique et le bureau.

1.3.3 Trouver et embaucher des partenaires (à temps partiel) concernant la réinsertion dans les 4

plus grandes villes du Niger, dans le courant de 2012.

1.3.4 Donner un diplôme et une boîte à outils à chacun qui finit sa formation et est remis en liberté. Les boîtes à outils sont prêtées aux anciens détenus pour la première année, après ils les possèdent.

1.3.4.1 Obtenir une certification officielle de nos diplômes, de sorte qu'ils soient reconnus dans la vie professionnelle ainsi que dans le système d'éducation.

Résultat 1.4: Le réseau local est professionnalisé de façon qu'il sera capable à travailler avec les détenus et les anciens détenus – et pourra fonctionner comme avocat contre la stigmatisation.

Activités:

1.4 Faire des accords de coopération avec les artisans établis dans la région.

1.4.1 Création et maintenance d'un réseau d'artisans et de petites entreprises qui sont prêts à embaucher les anciens détenus.

1.4.2 Organisation des réunions de motivation pour ce réseau tous les trimestres.

1.4.3 Le personnel du projet se fait l'avocat de l'importance d'embaucher les anciens détenus

Concernant l'objet partiel #2 :

Résultat 2.1: La durabilité financière est assurée par la vente de produits.

Activités:

2.1 Boutique, marketing et relations publiques sont mis en œuvre avec l'intention de vente de produits manufacturés dans nos ateliers.

2.1.1 Augmentation des capacités concernant le marketing via la boutique et la vente interentreprises.

2.1.2 Collaboration avec les réseaux locaux et des RP pour inviter les gens locaux à abandonner leurs éventuelles préjugés et à utiliser les services offerts par les anciens détenus et acheter leurs produits.

2.2 Développement de produits à vendre uniques et attrayants à cause de leur design (plutôt que la concurrence sur les prix).

Concernant l'objectif partiel # 3 :

Résultat 3.1: La PSF est capable de développer le projet aux points de vue professionnel et organisationnel et de recueillir des fonds.

Activités:

3.1 Assurer une formation appropriée pour les membres de la PSF de sorte qu'ils puissent développer l'organisation du projet et trouver des financements pour les opérations futures.

3.1.1 Création d'un programme local de formation pour les employés de la PSF incluant, éventuellement, un voyage de l'ARD pour le renforcement des capacités (si ce voyage est possible au point de vue sécuritaire) avant le 1^{er} novembre 2012

3.1.2 Embaucher un expert comptable pendant 4 mois, 5 heures par semaine, pour préparer des procédures de comptes, des modèles pour les rapports, la budgétisation et la gestion financière. Cette personne doit tenir les comptes de la PSF en compagnie des employés de la PSF, les formant ainsi à tenir les comptes eux-mêmes. Les préparatifs de cela sont fait par M. Issifou HAMIDOU lors d'un voyage de projet, où il évalue la nécessité de renforcer les capacités. Implémenter mars–juillet 2012. Ensuite, décider si le professionnalisme requis est atteint.

3.1.3 Développement avant le 1^{er} novembre 2012 d'un plan concernant le recueil de fonds.

3.1.4 Organiser des séances d'information préliminaires ayant le but de coopérer avec les fondations et les autorités gouvernementales au sujet du projet dans le troisième trimestre de 2012.

Résultat 3.2: La participation économique dans le projet de l'administration pénitentiaire et du Ministère de la Justice est assuré.

Activités:

3.2 Agitation pour les avantages économiques, sociaux et éthiques résultant en une réduction du taux de récidive auprès du ministre de la justice et du chef de l'administration pénitentiaire.

3.2.1 Faire de la publicité sur la diminution considérable du taux de récidive obtenue par le projet de 2007 (70%) à 2011 (16%) attribuant au ministre de la justice sa part de l'honneur et l'incluant ainsi dans la responsabilité de continuer le projet pour de nouveaux détenus.

3.2.2 Planification et accord sur un agenda concernant l'implication financière et organisationnelle des susmentionnés.

3.2.3 Etablissement d'un plan commun concernant le recueil de fonds pour assurer la stabilité économique à long terme.

3.2.4 Discussions sur la propagation du projet dans d'autres prisons, ce qui peut possiblement mener à une nouvelle proposition de projet.

Résultat 3.3: Une direction bien instruite ayant des expériences de gestion et/ou d'administration pénitentiaire dans la PSF est établi, séparant ainsi la direction du personnel.

Activités:

3.3 Recruter des membres de direction

3.3.1 Organiser une visite d'introduction dans la prison, chez la PSF et chez les partenaires du projet.

3.3.2 Tenir des réunions trimestrielles dans la direction.

3.3.3 Distribuer tous les trimestres des rapports sur les activités, les résultats et l'économie.

Résultat 3.4: Une plus grande adhésion populaire et avec cela une plus grande stabilité organisationnelle à long terme de la PSF est assuré.

Activités:

3.4 Assurer la fonctionnalité structurelle de la PSF, c'est à dire tenir des assemblées générales et des réunions d'information, distribuer des rapports de situation écrits, inviter à des visites d'information dans la prison, etc.

3.4.1 Recruter 10 volontaires en 2012 et encore 10 en 2013 pour diverses fonctions, pour, en leur

donnant de l'expérience du projet concret, les former comme futurs employés dans le projet.

C.4 Stratégie : La durabilité du projet

Dès sa phase initiale, le projet a porté sur deux domaines clés: la réduction du taux de récidive et la consolidation de l'engagement local. La stratégie comprend donc les éléments suivants :

Réinsertion

Pour atteindre les objectifs du projet il est essentiel que le détenu, après l'accomplissement de sa peine, ait développé les compétences et la confiance nécessaires pour pouvoir gagner une vie honnête sans criminalité. Pour cette raison, il est essentiel que le projet puisse fournir une assistance d'intégration après-prison à la vie professionnelle et continuer à donner son soutien et ses conseils à l'ancien détenu.

Par conséquent, le projet a embauché à mi-temps une personne responsable de la réinsertion et, en même temps, ce domaine est prioritaire pour l'une des deux personnes locales embauchées à temps plein. La tâche de ces personnes sera d'un côté de mettre en œuvre et de continuer le projet, et de l'autre de maintenir un contact étroit avec les détenus ainsi qu'avec les anciens détenus. Le bureau, la boutique et l'atelier forment le cadre de ce contact. Ici prennent place non seulement la gestion du projet et la vente des articles produits, les anciens détenus ont aussi le droit de travailler dans l'atelier et de nous consulter pour des conseils professionnels – et surtout, cet endroit sert de foyer et de centre d'accueil pour ceux qui sont libérés. Un tel endroit est de première importance pour le futur des anciens détenus.

La boutique, l'atelier et le centre d'accueil servent aussi dans la lutte contre les préjugés stéréotypes au sujet d'anciens détenus – la population pouvant voir tous les jours des détenus et des anciens détenus effectuant un travail "normal" et non criminel. Afin de stimuler la participation locale et de consolider l'enseignement et la réinsertion en même temps, l'ancien détenu doit « payer » pour pouvoir utiliser l'atelier en fonctionnant comme assistant pour les enseignants. Dans cette fonction, il enseigne les détenus dans son métier, se rendant lui-même plus autonome.

Le fait que beaucoup d'anciens détenus retournent dans leurs villes d'origine est un défi qui nécessite une coopération avec des partenaires locaux à temps partiel qui ont une profonde connaissance locale. Initialement, notre objectif est d'obtenir des partenaires de réinsertion dans les 4 plus grandes villes de Niger. Ce partenariat doit être établi en coopération avec les prisons de ces villes et des citoyens civils locaux, et la mission est donc de fournir des stages d'apprentissage et des emplois, de superviser les efforts, de porter la parole pour le projet, etc. L'objectif est de faire fonctionner une telle coopération dans 4 villes dans le cours de 2012. La personne responsable dans ces grandes villes doit alors réunir un groupe d'anciens détenus et créer des réseaux entre eux et avec les entreprises locales, surtout celles qui emploient des stagiaires.

Vente de produits (durabilité)

Dans l'ancien projet (2010-2011), la PSF a essayé d'obtenir des revenus pour le projet (pour couvrir les coûts des nouveaux matériaux, etc.) à travers la vente des produits, mais cela n'a été réalisé que dans une mesure très limitée. Pour cette raison, nous allons professionnaliser et améliorer la vente de produits afin que les recettes commencent à couvrir les dépenses, *initialement* avec l'objectif que 20 % des coûts de matériaux soient couverts par les recettes (une réduction considérable du niveau d'ambition de 50% de l'ancien projet). C'est à dire que le projet doit rapporter environ 1.400.000 XOF par an (pour couvrir les dépenses pour les ateliers de menuiserie, de couture et d'entretien mécanique, pour l'entraînement de football, les boîtes à outils et le délivrance des diplômes). Pour cette raison, il est important que pendant leur formation les détenus manufacturent des produits qui peuvent ensuite être vendus sur le marché local – ceci aussi pour créer un dialogue avec la communauté locale. A cette fin, on a établi une boutique qui sert aussi comme instrument de réinsertion. De cette boutique, c'est notre but de vendre des produits à un prix éthiquement fixé, c.-à-d. un prix qui ne cause aucune distorsion de la concurrence. Nous espérons que les habitants locaux achètent les produits de la « boutique de la prison » à cause de leur engagement social, pour soutenir la bonne cause. Cet objectif est très précaire à cause de la situation instable de l'économie, de la sécurité et du tourisme. Pour pouvoir créer une certaine base économique durable, c'est notre intention de vendre des produits uniques – au lieu de faire la concurrence à la base des prix. A cette fin, nous allons lancer un concours de design parmi les détenus et, éventuellement, propager cette idée dans d'autres prisons de Niger. De cette façon, nous pouvons trouver de nouvelles idées pour les produits et, en même temps, nous pouvons étendre nos idées à d'autres prisons et leurs administrations.

Le soutien local et la propagation de nos idées

Dés le début, c'est un point clé pour notre projet qu'il soit basé sur une forte coopération et coresponsabilité de la communauté locale. Cette coopération est une condition préalable pour le fonctionnement et la continuation du projet. Jusqu'à maintenant, la propagation du projet s'est très bien passé, et en public et dans la communauté. Le nombre de membres de la PSF est passé de 70 à 200 membres. Lorsqu'il y avait une forte dépendance des deux dirigeants au début, il y a maintenant un vaste réseau d'acteurs qui peuvent prendre le relais si les dirigeants se retirent. Mais il faut souligner que les dirigeants sont encore fortement engagés.

Cependant, pour renforcer le soutien local et assurer que le projet ne soit pas dépendant d'un trop petit nombre de personnes, nous avons fait une feuille de route pour trois aspects du projet :

- 1) Nous allons renforcer l'association PSF (environ 200 membres), de sorte qu'il y ait plusieurs membres actifs qui contribuent volontairement et donc sont des candidats potentiels pour des emplois dans le projet si d'autres se retirent. Aussi, nous allons informer les membres sur l'avancement du projet sur une base trimestrielle et organiser des manifestations dans la prison des activités du projet (ce que nous n'avons pas fait encore) et essayer de recruter de nouveaux membres lors des réunions générales semestrielles.

2) Nous ferons en sorte que le conseil de la PSF devienne plus professionnel et dévoué, de sorte qu'elle contribue non seulement au développement professionnel du projet, mais fasse aussi la promotion du projet par rapport au Ministère de la Justice, l'administration pénitentiaire, les entreprises locales (qui peuvent employer les anciens détenus) et les habitants (qui peuvent acheter des produits fabriqués par les détenus ou les anciens détenus).

1) Pour promouvoir le projet dans la communauté, il est nécessaire d'établir un réseau plus structuré d'«employeurs d'anciens détenus" autour du projet. Nous allons créer ce réseau en organisant des réunions avec les opérateurs d'entreprises locales, mais nous allons également travailler de manière plus informelle avec la création et la maintenance de réseaux – pour soutenir le fonctionnement et le développement du projet, mais aussi pour établir des opportunités d'emplois et de stages pour les anciens détenus. Aussi, comme une partie de la promotion du projet, nous allons indiquer qu'on peut gagner une sorte de prestige en participant à la résolution d'un problème social comme acteur dans le réseau autour de la prison.

Pour cette raison, le projet met également l'accent sur ce que les détenus produisent des biens pendant leur formation qui peuvent être vendus sur le marché local – ceci aussi pour ainsi créer un dialogue avec la communauté. À cette fin, nous avons ouvert une boutique qui sert également à la réinsertion des anciens détenus. A partir de cette boutique, c'est le but de vendre des biens à un prix fixé éthiquement, c'est à dire à un prix qui ne crée pas de distorsion de concurrence. C'est notre espoir que les habitants locaux achèteront des produits de la « boutique de la prison » à cause de leur responsabilité sociale et pour supporter la bonne cause. Cependant, cet objectif est très fragile à cause de la situation précaire par rapport à la sécurité, l'économie et le tourisme. En d'autres termes, il y a une très petite base économique à Agadez en ce qui concerne la vente de biens produits dans la prison.

Une autre décision stratégique consiste à donner plus de responsabilité à l'administration pénitentiaire. Nous continuerons à veiller que celle-ci soit impliquée dans tous les processus concernant le projet. L'administration pénitentiaire doit être représentée à toutes les réunions avec les réseaux, les autres organisations et les fondations. Il s'agit de s'assurer que l'administration pénitentiaire se fasse toujours l'avocat du projet vers l'extérieur, qu'elle soit honorée pour son effort, et qu'elle reste engagée vers l'intérieur.

Renforcement de capacités

Dans la première phase du projet on nous a donné le "bon conseil" de faire une analyse des besoins de renforcement de capacités. Dans le plan que nous avons fait, nous avons mis l'accent sur la nécessité d'une collecte de fonds, de la propagation de nos idées et du développement de l'entraînement de football pour y inclure l'enseignement en d'autres compétences comme par exemple en collaboration et en comptabilité (y compris la production des feuilles de calcul électroniques (Excel)). Mais nous n'avons pas réussi de notre part à renforcer les capacités dans la mesure prévue dans la première phase. Comme déjà mentionné, c'était à cause de la situation sécuritaire, qui ne nous permettait qu'un seul voyage pour démarrer le projet au début, en janvier

2010. Plus tard, nous avons changé de stratégie et nous avons démarré le renforcement des capacités au niveau local. Il s'agit notamment:

- ❖ Des cours de gestion, de réseautage, Excel et Word pour Alhassane AMOUSSALE (président).
- ❖ Des cours de comptabilité, de gestion et d'Excel pour Mahamat ELHADJI (chef de projet).
- ❖ Des cours de français pour les enseignants de menuiserie, de couture et de l'entretien mécanique.

Pour la prochaine phase, pour laquelle nous recherchons le soutien, nous allons renforcer les capacités dans les domaines suivants :

- ❖ Gestion de projet (pour les deux dirigeants)
- ❖ Collecte de fonds (pour les deux dirigeants)
- ❖ Agitation en faveur du projet (pour les deux dirigeants et la personne en charge de la réinsertion)
- ❖ Un programme de réinsertion sur la base de l'inspiration de l'Ouest, en particulier du Canada, qui est l'un des pays qui ont eu le plus grand succès avec la réinsertion, et dont il existe un matériel écrit, disponible en français. Le compendium est fabriqué à partir de l'ARD (pour la personne en charge de la réinsertion)
- ❖ Administration, comptabilité et gestion des achats et des stocks (par l'embauche d'un expert comptable en 4 mois, 5 heures par jour pour tenir les comptes avec la direction en leur enseignant de le faire eux-mêmes) (pour les deux dirigeants)
- ❖ Formation continue pour tous les enseignants
- ❖ Formation de l'entraîneur de football afin de lui permettre de mener et de développer des programmes sportifs ou il entraîne d'une manière plus ciblée les détenus en matières de santé, compétences interpersonnelles et l'estime de soi pour ainsi exploiter le potentiel des sports (d'équipe) afin de préparer les détenus vers la réinsertion.

Les formations

Les formations ont montré des résultats étonnants en terme de la diminution considérable du taux de récidive pour ceux qui y ont participé. Mais nous devons constamment évaluer et adapter les programmes de formation pour assurer aux détenus une formation professionnelle et socialement utile.

Par conséquent nous produisons dans l'ARD (avec Mme. Ingelise FLENSBURG, chercheuse à l'Université de Pédagogie au Danemark, DPU) un guide d'évaluation de l'enseignement. Nous allons aussi explorer les applications possibles de la dernière recherche en outils pédagogiques visuels particulièrement adaptés aux analphabètes et aux illettrés.

Cependant, le problème existe que les gardes pour des raisons différentes sont mal disposés à apporter leur soutien aux détenus dans leur éducation. Nous sommes déjà en dialogue avec le directeur de la prison et avec le procureur, mais il faut faire un gros effort au point de vue changement de mentalité et propager les connaissances des droits de l'homme, en coopération

avec, par exemple ANDDH (bureau locale des droits humains).

Il est également nécessaire de prévoir la nourriture pour les détenus, afin qu'ils ne leur faut pas faire la queue pendant longtemps pour obtenir un minimum de nourriture. Nous allons mettre de la pression sur l'administration pénitentiaire et leur demander de changer ce système.

Surveillance et évaluation

En ce qui concerne l'évaluation, la surveillance et le renforcement des compétences de gestion du projet, c'est un très grand avantage pour nous que M. Issoufou HAMIDOU, étant citoyen de Niger, peut y aller librement sans problèmes de sécurité. Malgré la situation sécuritaire difficile, nous pouvons donc quand même surveiller le projet! Si les conditions de sécurité s'améliorent, d'autres peuvent bien sûr participer à la surveillance et au renforcement de compétences. M. HAMIDOU a organisé le premier voyage pour janvier 2012, et ce voyage sera à la fois un voyage d'évaluation de l'ancien projet (sous les auspices de VDN) et un voyage de surveillance de la continuation du projet dans la phase pour laquelle nous demandons ici le financement.

C.5 Retraite progressive et durabilité

Comme déjà mentionné, nous avons focalisé nos efforts sur la mise en position de la PSF de recueillir des fonds pour assurer l'autosuffisance économique, l'intégration du projet dans l'administration pénitentiaire du Niger et. à long terme, la capacité de mettre en œuvre de projets similaires dans d'autres prisons ou bien former d'autres personnes à en mettre en œuvre.

Mais à cause de la situation sécuritaire et économique à Agadez et les perspectives douteuses pour la contribution économique et organisationnelle de l'administration pénitentiaire ainsi que pour sa prise en charge progressive du projet est-il extrêmement ambitieux d'imaginer une sortie soutenue. La situation est tout simplement trop fragile pour qu'on puisse compter sur cela. De même, et pour la même raison, le renforcement des compétences (par l'intermédiaire de voyages) de notre part par rapport à le recueil de fonds, et des mesures similaires ne sont probablement pas possibles. Dans cette phase du projet, nous allons donc repenser la question d'autosuffisance et chercher des façons complètement différentes pour y parvenir. A présent, ceci est le plus grand défi à long terme pour le projet!

Cependant, nous avons l'intention d'exercer une pression massive sur l'administration pénitentiaire pour qu'ils commencent à participer dans le projet aux points de vue organisationnel et financier. En effet, pour l'administration pénitentiaire, une telle participation est très profitable et aussi éthiquement responsable en raison de la réduction très forte du taux de récidive que le projet a pu produire déjà – une diminution de 70% à 16% en 4 ans! Ceci va pouvoir résulter en des épargnes massives pour la société en terme de réduction de criminalité, de moins de pertes pour les victimes, et moins de travail pour la police, pour ne pas parler des coûts du système carcéral.

Par rapport au programme de réinsertion, un accord est conclu avec l'ONG « Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant d'Agadez » (BP 257, Agadez – Niger,

Tél +227 20 44 03 95) concernant leur assistance dans le travail pour trouver des stages ou des emplois pour les mineurs (13-18 ans). Un effort qu'ils ont fourni pendant plusieurs d'années, avec des stages entre autres chez Air Meubles / Mahamat ELHADJI. Pour les personnes un peu plus âgées, la réinsertion s'effectuera à partir de la boutique, du réseau local, et par les accords que nous pouvons établir localement. Nous espérons qu'à long terme, l'administration pénitentiaire va pouvoir prendre charge de la fonction de réinsertion, mais nous ne pouvons rien dire de quand ça sera possible. Nous allons nous efforcer de propager nos idées dans la ville pour préparer les gens et les entreprises à accepter les anciens détenus – que ce soit la PSF ou la prison qui s'en occupe. Il est important, cependant, de continuer un tel travail de propagation, ou par la PSF ou par l'administration pénitentiaire.

C6. Conditions et risques

Conditions :

- L'administration pénitentiaire et le Ministère de la Justice maintiennent leur attitude positive à l'égard du projet et continuent à le sauvegarder.
- Les détenus maintiennent leur intérêt et leur motivation à apprendre.
- Les enseignants continuent d'enseigner et de créer aussi bons résultats.
- Il reste possible de créer des emplois pour les détenus libérés.
- Il reste possible de fournir des matériaux pour l'enseignement.
- Le projet peut se faire autosuffisant dans un avenir prévisible, malgré la fragilité de la situation.

Risques :

- Que le projet reste économiquement dépendant de financements extérieurs (on ne parvient pas à assurer la viabilité économique, et la PSF Niger n'aura pas la capacité d'obtenir des fonds au Niger quand le projet se termine)
- Qu'il est considéré une option attrayante d'aller en prison pour obtenir une éducation. Des personnes extérieures au projet ont identifié cet aspect comme un risque, mais ceux qui connaissent la prison, ses autres conditions et l'acte même de la privation de liberté ne sont pas inquiets à ce sujet.
- Mais il faut être conscient qu'il peut créer un sentiment d'iniquité pour ceux qui ne reçoivent pas la même possibilité de se former, tout simplement parce qu'ils ne sont pas en prison.
- Les conditions de sécurité dans la région restent à un niveau tel que les étrangers (tels que les employés responsables de renforcement des capacités et l'équipe d'évaluation) ne peuvent pas obtenir accès à la zone du projet.
- Les conditions de sécurité dans la région restent à un niveau tel que les étrangers ne peuvent obtenir l'accès à la zone du projet (tels que les employés responsables de renforcement des capacités et l'équipe d'évaluation)

En ce qui concerne la corruption, nous avons toujours été opposés à toute sorte de «cadeau» et à la corruption pure et simple. L'organisation vient d'être nommée «Pensée Sans Frontière»

pour identifier l'idée de base qui est l'échange de pensées plutôt que l'échange de fonds, la mission principale de l'organisation. On a accepté cette approche, l'effort de la PSF est apprécié, et aujourd'hui personne ne demande des "cadeaux".

D. ORGANISATION DU PROJET ET SUIVI

D.1 Répartition des responsabilités pour la mise en œuvre du projet

Le projet a été approuvé par le ministère de la Justice au Niger et sera dirigé en étroite collaboration avec le régisseur du Prison Civile Agadez et le procureur public qui est le chef de la prison. er i tvivl om hvad inspektør hhv leder hedder for et fængsel -Casper Hernández Cordes
06/04/12 18:04

Le projet met l'accent sur l'appropriation nationale, de racines locales, l'échange d'opinions et de connaissances et il a une structure de gestion horizontale.

L'organisation est la suivante:

ARD - équipe de projet composée du coordinateur de projet (Kenneth Balfelt) et Issoufou Hamidou et 8 bénévoles

- La responsabilité du suivi
- sparring
- l'administration financière
- reporting au Projektpuljen
- supervision et suivi des activités du projet
- La responsabilité de tenir l'ARD au courant

ARD (la Commission)

- La responsabilité de prendre des décisions concernant des situations de déviation ou des situation problématique , en consultation avec l'équipe de projet
- La responsabilité de nommer les membres de l'évaluation finale interne
- Responsabilité de la sélection revisior

Pensée Sans Frontière (Niger)

- Gère et organise les opérations quotidiennes et met en œuvre les activités du projet
- PSF font du reporting à l'ARD - rapport d'activité par trimestre et un rapport des finances sur une base mensuelle
- Chargé de veiller à la mise au point du projet en relation avec le contexte et les besoins spécifiques
- Responsable de la gestion et le maintien de l'étroit partenariat avec la communauté, les enseignants, les prisonniers et le chef du prison
- PSF assistera les enseignants dans l'organisation de la formation et sera responsable à ce que les ressources adéquates et les besoins sont satisfaits

Au PSF il est établi une division dans l'Organisation avec Alhassane Amoussale et le Projet avec Mahamet Elhadji. Les deux ensemble doivent apposer leur signature pour disposer des fonds du compte bancaire du PSF. L'organisation est responsable du développement global, les activités de démarrage et du reporting à l'ARD. La gestion de projet est responsable de la mise en œuvre, l'exécution du projet, la supervision, le suivi et la comptabilité et de gestion de trésorerie en collaboration avec le comptable.

Les décisions concernant les budgets et la possible réorganisation de la mise en œuvre du projet doit être prises en consultation entre le PSF Niger et ARD

Prison Civile d'Agadez

- Responsable de la sélection des étudiants selon les critères convenus
- Responsable pour la mise en disposition de locaux, la sécurité du travail et la supervision des matériaux et des outils pour les ateliers
- Responsable de structures qui soutiennent et facilitent l'enseignement de détenu à détenu
- Responsable du suivi de la taux de réchute

La gestion financière

Le budget est préparé par l'ARD et PSF au Niger. La mise en œuvre revient, tel que décrit ci-dessus, à la gestion du Niger et dans le budget sont inclus l'administration et les coûts d'opération.

Chaque trimestre, PSF fait la comptabilité, et, si nécessaire, ajuste les futurs budgets de mois. Il sera, sur cette base transférés les fonds nécessaires sur une base trimestrielle au compte du projet au Niger.

Dans l'ARD, le président, le trésorier et le coordinateur sont responsable du transfert des fonds vers le Niger. Au Niger, il faut deux personnes pour signer les dessins sur le compte du projet: le président de PSF et le superviseur.

Les comptes sont envoyé à l'ARD de sorte qu'ils puissent être inclus dans les états financiers et rapports annuels aux bailleurs de fonds et d'autres partenaires. Les comptes font l'objet d'une vérification qualifiée au Niger et inspectés par le vérificateur au Danemark.

D.2 Suivi et évaluation de la mise en œuvre du projet

Nous, l'ARD, mettrons en œuvre des voyages d'une combinaison d'inspection et, si les conditions de sécurité le permet, développement des capacités dans le période d'un an et demi du projet, composés comme suit:

<u>Voyage Amorçage</u>	<u>Voyage intérimaire</u>	<u>Fin</u>
Objectif: développement des capacités	développement des capacités	evaluation

Amorçage

Les participants: Coordonnateur

supervision

I Coordonnateur / membre du conseil

plan pour l'avenir

I Coordonnateur / membre du conseil"